

AFP : Utilisation d'internet : des dissidents vietnamiens convaincus d'espionnage (ONG)

Agence France Presse

GENEVE, 22 avr 2003 (AFP) - De nombreux dissidents vietnamiens ont été arrêtés et convaincus d'espionnage pour le simple fait d'avoir utilisé l'internet pour faire circuler leurs points de vue, a accusé mardi à Genève un groupe vietnamien de défense des droits de l'Homme.

Vo Van Ai, président du Comité Vietnam pour la défense des droits de l'Homme et vice-président de la Fédération internationale des Ligues de droits de l'Homme (FIDH), a souligné le contraste entre la répression des opposants pacifiques et la rencontre sans précédent, le 2 avril dernier, entre le Premier ministre Phan Van Khai et l'un des plus éminents dissidents religieux, le patriarche de l'Eglise bouddhique unifiée du vietnam (EBUV, interdite depuis 1981), Thich Huyen Quang, 86 ans.

Cette rencontre pourrait n'avoir été qu' »un simple geste cosmétique visant à endormir les bouddhistes et à tromper la communauté internationale », a déclaré M. Ai devant la Commission des droits de l'Homme (CDH), actuellement réunie à Genève.

Il a observé que le patriarche avait dû regagner sa résidence surveillée, après avoir subi une opération chirurgicale et avoir été reçu par le Premier ministre.

Thich Huyen Quang vit de facto depuis 1982 en résidence surveillée dans une pagode de Quang Ngai (centre).

Le Comité Vietnam dénonce depuis quelques mois « *un vaste assaut contre la liberté de religion et d'expression* ». « *De nombreux opposants pacifiques ont été arrêtés pour « espionnage » et condamnés à de lourdes peines de prison simplement pour avoir fait circuler leurs points de vue par l'internet ou les avoir envoyés à l'étranger* », explique-t-il dans un communiqué.

« *Le Vietnam invoque systématiquement « l'espionnage » pour détenir les opposants pacifiques (...) En supprimant cyniquement le droit à la liberté d'expression, le Vietnam se moque de ses responsabilités de membre de la CDH* », a ajouté M. Ai devant la Commission.

L'espionnage fait partie au Vietnam des « *atteintes à la sécurité nationale* », note le Comité Vietnam.

Le Comité des droits de l'Homme de l'ONU, groupe d'experts qui siège indépendamment de la CDH, a condamné en juillet dernier la législation vietnamienne concernant « *la sécurité nationale* » comme étant « *excessivement vague et incompatible avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques* ».

Selon le rapport pour 2002 de l'organisation Human Rights Watch (HRW), publié en janvier, la situation des droits de l'Homme a continué de se détériorer au Vietnam. HRW dénonce la répression à l'encontre des dissidents et des minorités ainsi que les détentions arbitraires.

jlv/avz/so tf